



Comité d'Établissement Siège – Préalable des élus SNJ

Ça ne passe pas, ça casse !

L'heure n'est plus aux vœux, mais nos revendications restent d'actualité. Au moment où la direction achète une nouvelle identité visuelle au groupe, nous ne souhaitons pas évoquer la nouvelle vitrine, mais plutôt les problèmes qui persistent en magasin.

Au Siège, la situation des précaires dans les rédactions nationales et la rédaction de Malakoff est préoccupante. Ils sont sacrifiés sur l'autel des économies aveugles, pour permettre à un petit nombre de tenir des objectifs cyniques. Pendant des années, on a exigé de ces salariés implication et fidélité au service public... et aujourd'hui on leur demande de patienter dans le chômage en saupoudrant leur avenir de quelques piges ou CDD.

Beaucoup d'entre eux ont été formés dans nos équipes, comme un pari pour l'avenir... mais depuis septembre dernier, la direction leur tourne le dos et les promesses de contrat appartiennent au passé. Nous demandons à la direction des rédactions de cesser cette saignée qui d'un côté précarise et de l'autre finira par nous faire perdre des talents pourtant attachés à nos rédactions. Dans le même temps, que fait la direction pour réduire le taux d'encadrement au Siège ?

Ces mesures d'économies sont subies de plein fouet par les précaires mais elles compliquent aussi largement le travail des permanents. Reportages planifiés sans OPS de manière quasi-systématique quand on s'éloigne trop de Paris, contrôle des réservations d'hôtels, explications demandées pour la moindre dépense engagée lors d'un reportage. On nous conteste des notes de taxis légitimes, on rembourse chichement des équipements achetés pour pouvoir tourner pendant les inondations, on demande même à des équipes de partir en reportage en transports en commun dans Paris quand il manque un véhicule maison !

Tout est fait pour nous dégoûter des rares satisfactions professionnelles encore possibles dans une entreprise qui génère de la souffrance au travail, au travers de ces suspicions, de ces restrictions, de ces obstacles à la pratique de notre métier, le reportage.

Mais ce n'est pas tout. Les relations humaines sont de plus en plus tendues à la rédaction nationale de France 3. Certaines exigences éditoriales, contestables sur le fond, s'accompagnent de méthodes dangereuses pour les conditions de travail des journalistes. Reportages lancés en urgence puis annulés brusquement, sujets montés mais non-diffusés (le tout sans réelles justifications), tensions au montage entre journalistes et encadrants, tensions qui, par ricochet,

dégradent les conditions de travail des monteurs. Cela commence à craquer de partout, sans parler des conséquences néfastes de la fusion qui s'accumulent.

Le SNJ, face au déni permanent de la direction, tient à rappeler ici que la souffrance au travail progresse au sein de France Télévisions. La perspective des nouvelles fusions à venir et des futurs déménagements n'arrangera sans doute pas ce climat délétère.

Au passage, les grandes manœuvres immobilières prévues sans discussion possible provoquent déjà des débats et font des dégâts. Info vidéo 3, service JRI, service société, pour les prochains déplacés. Étonnement aussi pour les services économie et politique, pourtant déjà fusionnés, mais qui devront à nouveau déménager au 6^{ème} étage, loin des zones où se fabriquent nos éditions.

Voilà, ce préalable est terminé, ce n'était sans doute qu'un mauvais moment à passer pour la direction qui une fois de plus écoutera avant de nous dire que tout cela est fantasmé, exagéré. Evidemment. Pour autant le SNJ tient à alerter ceux qui nous dirigent : pendant que vous vous extasiez sur la nouvelle identité visuelle - la nouvelle vitrine du groupe, qui est un désastre pour France Ô et Outremer 1^{ère} - sachez que dans l'arrière-boutique, bon nombre de salariés lâchent prise, à cause de votre politique.

Paris, le 8 février 2018